



## **Pôle Recherches et Publications**

# **Une présence française remaniée au Sahel : Quelles perspectives nouvelles pour la coopération de défense et de sécurité face au terrorisme ?**

Monsieur Axel USHER,  
Chercheur au Think Tank CEIDES Bureau Afrique de l'Ouest (Abidjan)  
Master 2 Géopolitique et Sécurité internationale - Institut Catholique de Paris

Août 2021

Après plusieurs mois de débats autour du retrait des troupes françaises au Mali, le Président de la République, Emmanuel Macron, a finalement décidé d'y mettre un terme en annonçant le jeudi 10 juin la fin de Barkhane. Ladite opération qui avait été mise en place en août 2014, était jusqu'alors, la plus importante opération extérieure de l'armée française. Elle réunissait 5100 soldats qui avaient pour principale mission d'enrayer la violence groupusculaire dans la bande sahélo-saharienne.

Cependant, malgré ce dispositif, les groupes armés terroristes continuent de sévir dans le Sahel. Pire encore, certaines de leurs actions visent désormais les Etats côtiers de l'Afrique de l'Ouest comme en témoigne les récentes attaques des positions militaires ivoiriennes dans le nord de la Côte d'Ivoire.

## **Barkhane, un retrait stratégique**

Au début du mois de février, le patron du renseignement extérieur français (DGSE), Bernard Emié, avait affirmé l'existence d'un « projet d'expansion des groupes jihadistes sahéliens vers les pays du golfe de Guinée »<sup>1</sup>, en particulier en Côte d'Ivoire et au Bénin. Eu égard à cette déclaration, il convient d'arguer que l'engagement militaire de la France au Sahel, « n'est plus adapté à la réalité des combats »<sup>2</sup>. Ainsi, repenser Barkhane s'avère nécessaire pour ne pas perdre la bataille contre les groupes armés terroristes.

Elle s'avère également essentielle pour ne pas perdre la bataille électorale de 2022. Effectivement, à quelques mois des prochaines élections présidentielles françaises, il est capital pour le locataire de l'Elysée de revoir sa stratégie militaire face au terrorisme en Afrique de l'Ouest, qui d'après certains spécialistes est un échec.

Au regard du contexte actuel, outre la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, les questions sécuritaires, notamment l'engagement militaire de la France au Sahel risque d'être au cœur du débat présidentiel. Une grande partie de l'opinion publique souhaite interroger le Chef de l'Etat sur sa politique étrangère, principalement en Afrique. D'ailleurs, d'après un sondage Ifop publié par le Point International le lundi 11 janvier, « 51 % de la population française désapprouve les opérations militaires au Mali »<sup>3</sup>. A cet égard, Emmanuel Macron qui rêve d'un deuxième mandat présidentiel se trouve dans l'obligation de revoir ses cartes afin d'éviter le scénario de son départ de l'Elysée.

---

<sup>1</sup> François Clemenceau et Jenna Le Bras, « Terrorisme : le nouveau front de la Côte d'Ivoire », *Le Journal du Dimanche*, 14 février 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL :

<https://www.lejdd.fr/International/Afrique/terrorisme-le-nouveau-front-de-la-cote-divoire-4025053>

<sup>2</sup> Nicolas Barotte, « Sahel : Emmanuel Macron tourne la page de Barkhane », *Le Figaro*, 10 juin 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/sahel-macron-serait-sur-le-point-d-annoncer-une-reduction-d-effectifs-de-barkhane-20210610>

<sup>3</sup> Gueric Poncet, « Sahel : la moitié des Français opposés à la présence française », *Le Point International*, 11 janvier 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL : [https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-opposes-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-opposes-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098_24.php)

A travers sa décision de mettre fin à Barkhane, nous pouvons aussi lire la volonté de Paris de sanctionner le deuxième putsch du Colonel Assimi Goïta, qui avec ses hommes contribue à l'instabilité politique du Mali sapant de cette manière les efforts de stabilisation de la France. Ce deuxième coup d'Etat en l'espace de neuf mois, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Pour le Président Macron cette insurrection est inacceptable. Il avait d'ailleurs déclaré que la France « ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition »<sup>4</sup>. Dans ce contexte, l'Élysée avait suspendu ses opérations militaires conjointes avec le Mali, pour les reprendre quelques semaines plus tard...

Néanmoins, ce geste illustre le mécontentement des autorités françaises face au coup de force perpétré par le Colonel Assimi Goïta. Ce deuxième Putsch ainsi que l'instabilité politique qui prévaut dans le pays, exhibe l'échec de Barkhane, notamment dans sa mission à reconstruire l'Etat malien. C'est pourquoi, il est apparu fondamental pour Paris de repenser sa présence militaire dans la bande sahélo-saharienne.

Comme l'a indiqué Emmanuel Macron le 10 juin dernier, la nouvelle opération de la France sera « une opération d'appui, de soutien et de coopération aux armées des pays de la région qui le souhaitent »<sup>5</sup>, celle-ci s'inscrit dans une alliance internationale de lutte contre le terrorisme au Sahel.

## Une nouvelle coopération de défense et de sécurité

« La fin de Barkhane ne signifie pas la fin de l'engagement français au Sahel »<sup>6</sup>. Effectivement, la France sera toujours présente dans ladite région, toutefois, elle ne souhaite plus être en première ligne au niveau opérationnel. Paris s'inscrit désormais dans une stratégie multilatérale avec d'autres forces internationales.

La nouvelle coopération de défense et de sécurité face au terrorisme voulue par le Président Macron sera recentrée autour de la task force européenne Takuba, composée de troupes d'élite françaises, estoniennes, tchèques, suédoises et italiennes. Ladite force rassemble à ce jour 600 hommes, et aura deux principales missions : « la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies », ainsi que « l'appui à la montée en puissance des armées de la région »<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Benjamin Roger, « La France suspend ses opérations militaires conjointes avec le Mali », *Jeune Afrique*, le 03 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1182737/politique/la-france-suspend-ses-operations-militaires-conjointes-avec-le-mali/>

<sup>5</sup> Benjamin Roger, « Sahel : Macron annonce la fin de l'opération Barkhane sous sa forme actuelle », *Jeune Afrique*, le 10 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1186441/politique/sahel-macron-annonce-la-fin-de-loperation-barkhane-sous-sa-forme-actuelle/>

<sup>6</sup> Le Figaro avec AFP, « La fin de Barkhane n'est pas la fin de l'engagement de la France au Sahel », *Le Figaro*, Le 11 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-fin-de-barkhane-n-est-pas-la-fin-de-l-engagement-de-la-france-au-sahel-20210611>

<sup>7</sup> Pierre Alonso, « Bases fermées, effectifs réduits : à quoi ressemblera la future opération au Sahel ? », *Libération*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : [https://www.liberation.fr/international/afrique/bases-fermees-effectifs-reduits-a-quoi-ressemblera-la-future-operation-au-sahel-20210709\\_E45R6ALKEBDXVKEWFK3C4S7QU4/](https://www.liberation.fr/international/afrique/bases-fermees-effectifs-reduits-a-quoi-ressemblera-la-future-operation-au-sahel-20210709_E45R6ALKEBDXVKEWFK3C4S7QU4/)

Elle s'appuiera en outre sur les forces françaises stationnées en Côte d'Ivoire. Emmanuel Macron a d'ailleurs insisté sur le fait que le risque terroriste « se dissémine dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest »<sup>8</sup> et concerne désormais tous les pays du golfe de Guinée. Par conséquent, les forces françaises seront mobilisables pour être déployées dans l'ensemble de la région, et pourront y intervenir à la demande des pays partenaires.

Le centre de commandement de Takuba sera localisé à Niamey, au Niger. Le Niger qui occupera une place importante dans la nouvelle stratégie française au Sahel. En effet, eu égard à l'instabilité politique au Mali et à la mort d'Idriss Déby au Tchad, la France se voit contraint de se tourner vers un partenaire telle que la République du Niger. Un partenaire idéal depuis l'élection historique du Président Mohamed Bazoum<sup>9</sup>.

Au sujet des commandos d'élite de la task force française « Sabre », « ils seront comme prévu maintenus »<sup>10</sup>. En revanche, l'essentielle de la lutte contre les groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne devra désormais être assumé par les armées africaines et la Force conjointe du G5-Sahel.

A cet égard, Il faudrait profiter de cette occasion pour faire monter en puissance ladite force qui n'a pas pu être développée à cause de l'administration Trump qui refusait que celle-ci soit placée sous le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ce qui lui aurait permis de bénéficier de financement et d'être opérationnelle.

## Revaloriser les instances régionales

Cependant, comme l'a indiqué le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, au mois de juin 2019, pour venir à bout du terrorisme en Afrique de l'Ouest, « la MINUSMA et le G5-Sahel ne suffisent pas ». Il est fondamental de « trouver des moyens de coordination plus élargis et plus efficaces »<sup>11</sup>. Dans ce contexte, la CEDEAO est l'institution qui convient pour remplir cette mission « de coordination élargie ».

De plus, pour répondre au problème de financement du G5-sahel, il serait judicieux que les Etats concentrent leurs ressources au sein d'une même institution, à savoir la CEDEAO. Cette dernière pourrait abriter une Force conjointe de l'Afrique de l'Ouest dont l'objectif principal serait de combattre les groupes armés terroristes. Une telle initiative permettrait aux gouvernements de la sous-région de ne pas disperser leurs efforts à travers la création de

---

<sup>8</sup> Fatoumata Diallo, « Macron mise sur Bazoum et fait du Niger le cœur du dispositif français au Sahel », *Jeune Afrique*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1201242/politique/macron-mise-sur-bazoum-et-fait-du-niger-le-coeur-du-dispositif-francais-au-sahel/>

<sup>9</sup> L'élection du Président Mohamed Bazoum est qualifiée d'élection historique car c'est la première transition démocratique au Niger depuis son accession à l'indépendance.

<sup>10</sup> Le Point Afrique, « Fin de Barkhane : la France va fermer ses bases du Nord Mali », *Le Point Afrique*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : [https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-la-france-va-fermer-ses-bases-du-nord-mali-09-07-2021-2434906\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-la-france-va-fermer-ses-bases-du-nord-mali-09-07-2021-2434906_3826.php)

<sup>11</sup> Jeune Afrique avec AFP, « Alassane Ouattara : face au jihadisme, la Minusma et le G5 Sahel ne suffisent pas », *Jeune Afrique*, le 21 juin 2019 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/791765/politique/antiterrorisme-allassane-ouattara-declare-que-la-minusma-et-le-g5-sahel-ne-suffisent-pas/>

plusieurs institutions chargées de missions qui représentent une analogie. D'autant plus que la menace s'étend vers les pays du golfe de Guinée.

## Bibliographie

Benjamin Roger, « La France suspend ses opérations militaires conjointes avec le Mali », *Jeune Afrique*, le 03 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1182737/politique/la-france-suspend-ses-operations-militaires-conjointes-avec-le-mali/>

Benjamin Roger, « Sahel : Macron annonce la fin de l'opération Barkhane sous sa forme actuelle », *Jeune Afrique*, le 10 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1186441/politique/sahel-macron-annonce-la-fin-de-loperation-barkhane-sous-sa-forme-actuelle/>

Caroline Roussy, « Fin de l'opération Barkhane : une étonnante convergence avec l'agenda présidentiel français ? », *IRIS*, le 24 juin 2021 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : <https://www.iris-france.org/158618-fin-de-loperation-barkhane-une-etonnante-convergence-avec-lagenda-presidentiel-francais/>

Fatoumata Diallo, « Macron mise sur Bazoum et fait du Niger le cœur du dispositif français au Sahel », *Jeune Afrique*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1201242/politique/macron-mise-sur-bazoum-et-fait-du-niger-le-coeur-du-dispositif-francais-au-sahel/>

François Clemenceau et Jenna Le Bras, « Terrorisme : le nouveau front de la Côte d'Ivoire », *Le Journal du Dimanche*, 14 février 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL : <https://www.lejdd.fr/International/Afrique/terrorisme-le-nouveau-front-de-la-cote-divoire-4025053>

Guerric Poncet, « Sahel : la moitié des Français opposés à la présence française », *Le Point International*, 11 janvier 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL : [https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-opposes-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-opposes-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098_24.php)

Jeune Afrique avec AFP, « Alassane Ouattara : face au jihadisme, la Minusma et le G5 Sahel ne suffisent pas », *Jeune Afrique*, le 21 juin 2019 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : <https://www.jeuneafrique.com/791765/politique/antiterrorisme-allassane-ouattara-declare-que-la-minusma-et-le-g5-sahel-ne-suffisent-pas/>

Le Figaro avec AFP, « La fin de Barkhane n'est pas la fin de l'engagement de la France au Sahel », *Le Figaro*, Le 11 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-fin-de-barkhane-n-est-pas-la-fin-de-l-engagement-de-la-france-au-sahel-20210611>

Le Point Afrique, « Fin de Barkhane : la France va fermer ses bases du Nord Mali », *Le Point Afrique*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 24 juillet 2021. URL : [https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-la-france-va-fermer-ses-bases-du-nord-mali-09-07-2021-2434906\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-la-france-va-fermer-ses-bases-du-nord-mali-09-07-2021-2434906_3826.php)

Leslie Varenne, « Fin de Barkhane au Sahel, oui mais... », *IVERIS*, le 14 juin 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : <https://www.iveris.eu/list/notes/536-fin-de-barkhane-au-sahel-oui-mais>

Nicolas Barotte, « Sahel : Emmanuel Macron tourne la page de Barkhane », *Le Figaro*, 10 juin 2021 [en ligne], consulté le 22 juillet 2021. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/sahel-macron-serait-sur-le-point-d-annoncer-une-reduction-d-effectifs-de-barkhane-20210610>

Pierre Alonso, « Bases fermées, effectifs réduits : à quoi ressemblera la future opération au Sahel ? », *Libération*, le 9 juillet 2021 [en ligne], consulté le 23 juillet 2021. URL : [https://www.liberation.fr/international/afrique/bases-fermees-effectifs-reduits-a-quoi-ressemblera-la-future-operation-au-sahel-20210709\\_E45R6ALKEBDXVKEWFK3C4S7QU4/](https://www.liberation.fr/international/afrique/bases-fermees-effectifs-reduits-a-quoi-ressemblera-la-future-operation-au-sahel-20210709_E45R6ALKEBDXVKEWFK3C4S7QU4/)



Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



# ceides

Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides